



## Déclaration du SNUipp-FSU 91 à la CAPD du 21 mars 2013

Le SNUipp-FSU 91 constate avec satisfaction le retour de l'adoption des règles du mouvement départemental en CAPD, reconnaissance de l'importance de la vie paritaire. Nous prenons acte des nombreuses améliorations, issues des propositions faites notamment par le SNUipp-FSU lors du Groupe de Travail, dont vont bénéficier les collègues, notamment en ce qui concerne celles et ceux qui travaillent en Education Prioritaire. Nous continuons et continuerons, cependant, de remettre en cause et vouloir la suppression -du -profilage des postes qui remet en question la validité des diplômes professionnels dans de nombreux cas.

Concernant le deuxième point de l'ordre du jour, nous demandons qu'un maximum de collègues puisse partir en formation CAPASH afin de reconstruire et compléter les RASED partout à la hauteur des besoins réels dans le département

Par ailleurs, dans cette période de débat parlementaire autour de la loi de refondation de l'école, le SNUipp-FSU rappelle l'importance que ce projet se traduise par des transformations réelles de l'école afin de faire réussir tous les élèves. La rentrée 2013 doit être celle des changements concrets pour l'Ecole et la réussite des élèves. Si nous actons de manière positive la priorité au primaire avec notamment « plus de maitres que de classes », la scolarisation des moins de trois ans, du retour de la formation professionnelle des enseignants, affirmés dans la loi, il faut maintenant passer aux actes. Chacun sait qu'une loi n'a pas le pouvoir à elle seule de changer l'école. Les leviers de la transformation de l'Ecole doivent maintenant être actionnés avec méthode : baisse des effectifs, ouverture de postes RASED et des départs en formation, mise en place réelle, ciblée et accompagnée du « plus de maitres que de classes », travail en équipe, révision des programmes et des dispositifs d'évaluation des élèves, formation initiale mais aussi continue, revitalisation de l'Education Prioritaire.

Pour avancer, il faut s'appuyer sur le savoir-faire des enseignants, rétablir des rapports hiérarchiques fondés sur la confiance et le dialogue, mettre fin à la multiplication des postes à profil, améliorer les conditions de travail et revaloriser les salaires des PE et des instituteurs. De ce point de vue, nous attendons toujours l'ouverture de discussions sur une nécessaire revalorisation des enseignants, qui passe par l'augmentation du point d'indice, la création d'une indemnité s'alignant sur l'ISOE du second degré et l'amélioration du déroulement de carrière à travers l'accès de tous à la hors classe.

Rien ne doit se faire sans les enseignants. Au contraire, il faut leur redonner de la confiance et de la reconnaissance afin qu'ils retrouvent la fierté de bien faire leur métier. L'épisode des rythmes scolaires montre qu'ils doivent avoir leur mot à dire. Avec notre mot d'ordre « sans accord, c'est le report » affiché lors de la journée du 12 février, nous avons porté l'exigence que soit pris en compte l'avis des enseignants. Nous réaffirmons qu'il faut se donner du temps pour la concertation mais aussi pour réécrire un décret qui n'offre, à ce jour, pas toutes les garanties de réussite. Nous rappelons que pour réussir la réforme des rythmes, elle doit être pensée sur la journée, la semaine et l'année, s'articulant avec les rythmes sociaux et familiaux, élaborée en concertation avec les différents acteurs, et être financée.

Pour toutes ces raisons et parce que la Refondation de de l'école ne peut se réaliser sans des professionnels bien formés et non culpabilisés, exigeants pour leurs élèves et pour eux-mêmes, le 6 avril, prochain, le SNUipp-FSU et la FSU appellent à une mobilisation nationale à Paris pour une nouvelle fois faire entendre leur voix.